



# le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° 67 - 18 décembre 1978 PRIX : 1 F

## DANS CE NUMERO

TCHAD : HABRE MALLOUM : DEUX CANDIDATS POUR UNE MEME PLACE DE DICTATEUR

ANGOLA : NETO ELIMINE UN RIVAL POSSIBLE

COTE D'IVOIRE : QUAND HOUPHOUET SE VEUT DEMOCRATE

MADAGASCAR : L'AKFM OU, COMMENT OBTENIR DES POSTES BIEN PAYES

CHINE : DANS LES BRAS DE L' IMPERIALISME

# SEKOU TOURE

renoue avec

# l'impérialisme



## SOMMAIRE

Page 4 :

- Habré Malloum : deux candidats pour une même place de dictateur.

Page 5 :

- Tchad : à propos de la discussion au sein de l'ASETF

Page 8 :

- Namibie : élections bidon !

Page 9 :

- Angola : Neto élimine un rival possible.

Page 10 :

- Côte d'Ivoire : quand Houphouët se veut démocrate

Page 11 :

- Madagascar : l'AKFM ou, comment obtenir des postes bien payés.

Page 12 :

- France : semaine de dialogue : une démagogie de plus !

Page 13 :

- Chine : dans les bras de l'impérialisme.

\* \* \* \* \*

\* \* \* \* \*

\* \* \*

\*

## ABONNEMENTS

- FRANCE : 1 an

ordinaire : 12 F

sous pli fermé : 36 F

- AUTRES PAYS :

écrire au journal

- Adresser toute correspondance à Combat Ouvrier

BP 80 93 300

Aubervilliers France

en spécifiant :

"pour le PAT"

## éditorial

Giscard d'Estaing, le chef de file de l'impérialisme français se rend à Conakry du 20 au 22 décembre 1978. Un accueil triomphal lui est réservé. Tous les services publics sont sur la brèche depuis plusieurs semaines ; les mendiants de Conakry ont été évacués à plus de 150 Km pour ne pas incommoder le président français ou ternir l'image de marque du régime guinéen.

Voilà donc la consécration officielle des retrouvailles amorcées depuis un certain temps avec la réconciliation de Sékou avec Houphouët et Senghor à Monrovia en mars dernier et l'accueil chaleureux réservé à Edgar Faure il y a un mois.

Pour Sékou Touré, c'est d'abord un événement politique. Comme le disait son ambassadeur à Paris : "l'aspect politique et le retour des relations amicales de coopération dans tous les domaines avec la France sont ce qui intéresse le plus le gouvernement guinéen". Ce dernier entend tirer un trait sur son radicalisme verbal du passé à l'égard de l'impérialisme français.

En 1958 De Gaulle a retiré son soutien à Sékou Touré, pour la seule raison que celui-ci avait osé réclamer l'indépendance, en faisant voter "non" au référendum portant sur la création d'une communauté franco-africaine, tentative éphémère de prolonger le régime colonial. De Gaulle s'était déjà préparé à accorder cette indépendance, il l'a d'ailleurs octroyée 2 ans plus tard à tous les Etats francophones d'Afrique. Mais qu'un dirigeant africain ose lever le ton, c'était inacceptable pour les dirigeants de l'impérialisme français.

En représailles, De Gaulle avait du jour au lendemain suspendu toute aide financière, retiré les cadres et les techniciens. La Guinée a été plongée dans d'énormes difficultés économiques. Mais Sékou Touré s'en est tiré car son "non" au référendum lui a valu le soutien de la population. Fort de ce consensus, l'Etat guinéen a pu mener à l'extérieur une politique de balance, en cherchant tantôt du côté de l'URSS, tantôt du côté des américains, les relations économiques et politiques dont il avait besoin.

En prônant le "non" au référendum de 1958, Sékou Touré a réellement parlé au nom de la majorité de la population. Mais il ne représentait pas pour autant les intérêts des opprimés. Tout en menant une politique extérieure un peu dégagée de la France et en critiquant l'impérialisme français Sékou Touré s'est maintenu au pouvoir avec les moyens aussi dictatoriaux que ceux des autres dirigeants sanguinaires de l'Afrique.

Pendant longtemps, la France a justifié son attitude contre la Guinée par la dictature qui y règne. Aujourd'hui les dirigeants de l'impérialisme français ont changé d'attitude alors que la dictature de Sékou Touré n'a pas changé. En

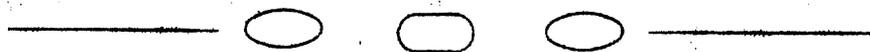
.../...

réalité, si De Gaulle, en tant que dirigeant politique de l'impérialisme français en voulait à Sekou Touré, ce n'est certes pas parce que c'était un dictateur -car alors, il devrait rompre avec tous ses alliés- mais parce qu'il avait osé incarner, ne fut-ce qu'un moment, le sentiment de dignité de son peuple.

Le gouvernement Giscard a cherché à renouer les relations car les richesses minières de la Guinée sont énormes, il veut faciliter les choses pour les grandes sociétés françaises. Il n'en fallait pas plus à Sekou Touré. Autant il criait contre l'impérialisme français, autant il assure aujourd'hui le gouvernement français de son "attitude positive". Car son anti-impérialisme n'était que verbal.

Sekou Touré incarnait l'étroite voie du nationalisme d'un pays petit et sous-développé, dans un monde dominé par l'impérialisme. Mais la marge de manoeuvre est étroite. Même au plus fort de sa virulence verbale contre l'impérialisme français, Sekou ne s'est jamais placé dans la perspective de la destruction de l'impérialisme. Sa phraséologie était une incantation et, au mieux, une menace, pour essayer d'obtenir quelque chose de plus pour la Guinée. Mais ce que, en bon nationaliste, il n'a jamais compris, c'est que pour obtenir plus pour un pays sous-développé, il faut réellement détruire l'impérialisme.

Mais cela demande une toute autre politique, une politique en direction du prolétariat mondial. Ce n'était pas le combat de Sekou Touré. Dans l'opposition avec la France comme dans la réconciliation, Sekou Touré a toujours incarné une politique nationaliste étriquée./.



# HABRE-MALLOUM deux candidats pour une même place de dictateur

Depuis la formation du nouveau gouvernement, Hissen et Malloum continuent de faire la guerre au Frolinat de Goukouni. On apprend à N'Djaména, que 30 maquisards auraient trouvé la mort au cours d'un accrochage entre le Frolinat et l'armée tchadienne appuyée par les forces militaires françaises stationnées à Abeché.

Pour faire la guerre au Frolinat, Malloum et Habré sont unis, mais sur bien des questions ils se mettent des bâtons dans les roues.

La rivalité entre les deux hommes est aujourd'hui publique, sinon officielle. Et c'est dans la nature des choses. Il n'y a pas de place pour deux dictateurs dans une dictature. Et manifestement, Habré a du mal à accepter le rôle de second, et Malloum aura du mal à tolérer la menace que représente pour lui un second aussi remuant.

Pour l'instant, cette rivalité se manifeste par une sourde lutte que chacun mène pour placer sa propre clientèle dans des endroits stratégiques, ou plus simplement, dans les endroits qui rapportent. C'est ainsi que les places de PDG des entreprises d'Etat telles que Coton-Tchad, SONASUT, SPT, La SODELAC sont l'objet d'âpres bagarres.

Hissen avait demandé à Malloum de procéder à une nouvelle répartition des postes car selon lui les ressortissants musulmans - sur qui il s'appuie - détenaient très peu de ces postes.

Le second problème consiste en l'intégration dans l'Armée Nationale Tchadienne (ANT) des troupes de Hissen Habré. Il s'agit de troupes qui faisaient, dans le temps, partie de la guérilla toubou, mais qui avaient suivi leur chef Habré lorsqu'il s'est rallié à Malloum. Là aussi, Hissen n'est pas satisfait des postes de commandement réservés aux anciens rebelles.

C'est cette bagarre pour le pouvoir qui, pour le moment, intéresse le plus les dirigeants. Pendant ce temps, la population a une multitude de raisons d'être mécontente, et elle le montre.

C'est ainsi que récemment, les ouvriers de la Compagnie pétrolière Shell à N'Djaména entrèrent en grève; ils réclamaient des augmentations de salaire, le respect du SMIC fixé à 8000 CFA par le gouvernement et notamment le renvoi du directeur de Shell.

Quant aux petits fonctionnaires de l'Etat, la colère gronde; ils ne perçoivent leur salaire que tous les 40 ou 50 jours au lieu de tous les 30 jours. Ils sont obligés de s'endetter dans de pires conditions pour arriver à la fin du mois.

Cet état de chose est dû au fait que les caisses de l'Etat sont vides. La plus grande partie du budget National est consacré au financement de la guerre contre le Frolinat. Pour la même raison, les hôpitaux sont démunis. Les médicaments les plus élémentaires manquent; par exemple, la nivaquine.

A N'Djaména, les rues sont mal entretenues, pourtant ce n'est pas la main d'œuvre qui manque. Beaucoup de jeunes sont obligés de chômer par manque de travail. Les uns s'abandonnent au banditisme, les autres essaient de s'en sortir en pratiquant le commerce

à la sauvette, en vendant des cigarettes ou autres. La prostitution, peu répandue il y a quelques années, connaît des proportions croissantes. D'autres couches de la population, de retour du travail, s'adonnent à l'alcool : la "gala" des brasseries du logone et de N'djaména pour les plus aisés ; pour d'autres, ce sont les boissons alcoolisées locales : "bilibili", le "ergui" etc... La misère est donc grande, ainsi que le mécontentement.

Mais ce mécontentement est jusque-là canalisé par une organisation nationaliste bourgeoise, le Frolinat, qui recrute surtout dans les régions Nord du pays. Il utilise ces gens révoltés comme chair à canon, contre le pouvoir en place, pour une politique contraire à leurs intérêts. Les dirigeants se servent de ces révoltés pour parvenir au pouvoir et bénéficier, comme Habré, des miettes que laisse l'impérialisme. Habré se retourne maintenant contre le Frolinat. Goukouni allait suivre le même chemin que lui si Mallom n'avait pas rejeté ses conditions, dont l'une était le départ des troupes françaises du Tchad.

Pour ne pas avoir leurs espoirs trahis par des gens comme Habré, Goukouni ou autres, les travailleurs et les paysans pauvres ont tout intérêt à s'organiser à part, de manière indépendante de toute organisation bourgeoise. Pour cela, la tâche du moment consiste en la création d'une organisation prolétarienne qui mènera la lutte de classe au Tchad.

Certains, les nationalistes bourgeois, avanceront qu'au Tchad, la classe ouvrière est minoritaire et que parler de la lutte de classe serait selon eux une aberration. Certes les ouvriers sont minoritaires ; mais leur classe, la classe ouvrière est forte parce qu'internationale. Puis si elle s'allie à la paysannerie, elle peut mener la lutte jusqu'au bout contre Mallom et la bourgeoisie internationale.

=====

## TCHAD à propos de la discussion au sein de l'A.S.E.T.F.

Les discussions à propos du Frolinat continuent toujours dans la section parisienne de l'Association des Stagiaires et Etudiants Tchadiens en France. Déjà en avril dernier les étudiants tchadiens se sont réunis à Paris pour la même discussion. C'est le congrès de l'ASETF qui aura lieu à la fin de cette année qui motive le renouvellement des débats.

Au sein de l'ASETF, il y a deux tendances principales : d'un côté, les "inconditionnels", c'est-à-dire ceux qui soutiennent sans réserve le Frolinat ; et de l'autre, ceux qui le soutiennent mais qui se réservent le droit de critique. Depuis le congrès de l'année dernière, c'est le deuxième courant qui est majoritaire dans le bureau de l'ASETF. Il a réclamé la "suspension provisoire" du soutien au Frolinat.

Quelles sont les raisons évoquées par ce courant là ? Certains reprochent au Frolinat d'être "sans principes" notamment dans les accords qui ont eu lieu entre les trois armées (Armée du Volcan, Première et Deuxième Armée). Ces trois armées, même si elles se réclament du Frolinat, sont dirigées par des notables ou des intellectuels qui agissent sur des bases tribales et confessionnalistes.

.../...

Certains autres étudiants reprochent au Frolinat d'avoir signé un accord de cessez le feu avec Malloum en vue d'instaurer un "gouvernement d'Union Nationale". Même si finalement cela a échoué, pour ces étudiants-là, puisque le Frolinat a agi de la sorte avec le dictateur Malloum, c'est qu'il a cessé d'être anti-impérialiste". Donc il fallait "suspendre" le soutien de l'ASETF au Frolinat.

Les défenseurs acharnés de la politique nationaliste bourgeoise du Frolinat relèvent leur tête aujourd'hui en affirmant que les accords avec Malloum ont échoué, par conséquent le Frolinat reste la seule organisation "anti-impérialiste" au Tchad, qu'elle lutte de nouveau les armes à la main contre Malloum et contre la troupe impérialiste française.

Ces défenseurs du Frolinat arriveront peut-être à convaincre les étudiants nationalistes qui se sont peut-être détournés un moment du Frolinat, mais uniquement parce qu'ils pensaient que le Frolinat n'incarnait pas au mieux une politique nationaliste conséquente. Cela n'est même pas encore dit, car nombreux sont ceux qui, tout en restant nationalistes, se méfient des magouilles qui ont lieu dans la sphère des dirigeants du Frolinat (magouilles qui sont d'ailleurs liées à la nature même de cette organisation).

Les plus déçus parmi les étudiants sont ceux qui croyaient que le Frolinat était un adversaire irréductible de Malloum. Ils ont déchanté quand Hissène Habré a rallié Malloum, et que d'autres comme Abba Siddick ou Goukouni ont tenté à leur tour la même chose avec le même dictateur. Il avait suffi que Malloum entame des "dialogues". C'est cette déception qui s'est traduite au sein de l'ASETF par la suspension du soutien au Frolinat.

Nous laisserons aux nationalistes le soin de trancher à quel moment le Frolinat avait incarné la voie du nationalisme radical, et à quel moment il ne l'incarnait pas? Encore que, à notre humble avis, cela ressemble à un faux débat. En engageant des conversations avec Malloum, le Frolinat n'a pas changé de nature, et au fond il n'a même pas changé de politique.

En un certain sens, le Frolinat est objectivement un adversaire pour Malloum même lorsqu'il se rapproche de lui. Ne serait-ce que parce qu'il possède un appareil militaro-politique indépendant que le Frolinat n'entend pas abandonner et que Malloum ne peut pas tolérer. Et cet appareil militaro-politique, de par sa simple existence, représente un pôle de regroupement pour bien de ceux que la dictature ou la misère révolte. L'audience du Frolinat repose sur des mécontentements réels et sur des aspirations légitimes (encore que, à cause de l'ethnisme du Frolinat, son audience a du mal à dépasser les limites des régions du Nord).

Mais canaliser les mécontentements et les aspirations, y compris des classes exploitées, afin de parvenir au pouvoir, c'est une chose. Représenter les intérêts de ces classes exploitées, c'en est une autre. Et sur le plan politique, le Frolinat n'incarne et n'a jamais incarné une politique offrant une perspective d'émancipation sociale aux ouvriers, aux paysans pauvres tchadiens.

Si Malloum était renversé par un Goukouni ou un Abba Siddick, est-ce que pour autant la situation misérable des classes exploitées changerait en profondeur? Est-ce que pour autant ces classes participeraient à l'exercice du pouvoir? Certainement pas. Toute l'histoire récente de l'Afrique montre que les régimes nationalistes, même les plus radicaux, n'ont nulle part été, ni capables ni désireux de réta-

blir même les libertés démocratiques les plus élémentaires. Une fois au pouvoir, les organisations nationalistes perpétuent la même dictature contre les travailleurs.

les dirigeants nationalistes savent faire des bla-bla sur le socialisme, la démocratie etc ... (comme tous les politiciens bourgeois), quand ils sont dans l'opposition. Une fois au pouvoir, ils font comme tous les dictateurs d'Afrique. L'exemple le plus récent se trouve justement au Tchad: c'est Hissène Habré.

Ce dernier a sans doute choisi la voie individuelle, mais politiquement, c'est la voie du Frolinat, à la seule différence que le Frolinat ne veut pas et peut-être ne peut pas composer avec Malloum.

On peut bien créditer le Frolinat d'une réelle volonté de renverser Malloum, malgré ses tentatives de compromission avec ce dernier. Mais les travailleurs les exploités du Tchad feraient avec le Frolinat inmanquablement l'expérience de s'être battus pour renverser une dictature au profit d'une autre qui ne représente pas plus leurs intérêts.

Mais il peut exister une autre perspective pour le Tchad : c'est de faire en sorte que la dictature soit renversée par les exploités, les ouvriers, les paysans en armes, et que ceux-ci se constituent eux-même en pouvoir d'Etat au nom du prolétariat mondial, au nom du communisme.

Cette perspective-là, c'est la seule qui puisse aboutir à l'émancipation sociale des exploités, car elle combat le système capitaliste responsable de la misère. C'est cette perspective-là que défendent les révolutionnaires socialistes, les trotskystes. Mais pour que cette perspective se réalise, il faut au Tchad comme dans l'ensemble de l'Afrique, une organisation révolutionnaire prolétarienne qui incarne les intérêts politiques du prolétariat en général et du prolétariat d'Afrique en particulier. Ce parti n'existe pas encore. Il faut le construire. Nous militons pour construire une telle organisation et nous pensons que les étudiants qui sont honnêtement et sincèrement révoltés contre la dictature et contre la misère ont leur place dans une telle tâche.

Le retournement de veste de Habré a eu au moins un mérite, c'est celui d'avoir enlevé les illusions de nombre d'étudiants sur leurs vedettes du Frolinat. Parmi ceux-là, il y aura peut-être quelques uns, nous le souhaitons, qui romperont avec le nationalisme pour rejoindre le camp des révolutionnaires socialistes. Car c'est c'est le seul camp qui soit résolument anti-impérialiste, le camp qui représente le combat du prolétariat, seule classe porteuse des espoirs de l'humanité toute entière./.

# NAMIBIE

## élections bidon !

Le 4 et 8 décembre, l'Afrique du Sud a organisé des élections en Namibie. Contrairement aux recommandations de l'ONU, la SWAPO, organisation nationaliste la plus importante, n'a pas été autorisée à participer à ces élections. L'ONU recommandait en plus que les élections soient sous son contrôle après le retrait des troupes sud-africaines.

En fait, l'Afrique du sud sait très bien que organiser des élections libres risque de donner une majorité aux organisations nationalistes et de lui faire perdre ainsi le contrôle de sa colonie. En effet la Namibie est une colonie sud-africaine depuis 1920. La population de ce pays subit la loi de l'Apartheid. La répression, les tortures, les massacres de la population sont monnaie courante. La répression s'abat surtout sur la SWAPO, l'organisation nationaliste qui a engagé une lutte armée contre le régime sud-africain.

Si l'Afrique du Sud tient tant à ce pays, c'est qu'elle a bien des intérêts à sauvegarder. Ce pays renferme des richesses minières très importantes. Et la victoire éventuelle de la SWAPO contre l'Apartheid risque d'être prise comme exemple par les populations noires d'Afrique du Sud même. Face à cette parodie de démocratie, les organisations nationalistes ont appelé à juste raison, au boycott des élections.

Mais la SWAPO lutte uniquement pour la libération du joug colonial. Le sort des exploités, des paysans pauvres ne l'intéresse guère. Son radicalisme dans le nationalisme n'effraie pas outre mesure les puissances impérialistes ( USA, Canada, France, Allemagne, Angleterre) qui sont même favorables à l'indépendance de la Namibie avec la participation de la SWAPO à un gouvernement dans ce pays.

Même cette solution, l'Afrique du Sud n'en veut pas. Elle essaie de mettre en place un gouvernement qui soit à sa dévotion. Pour atteindre ce but, elle a utilisé tous les moyens. Trente militants et six dirigeants de la SWAPO ont été arrêtés. Chaque bureau de vote était surveillé par dix militaires armés afin d'intimider les électeurs. Pour mieux manipuler encore le scrutin, l'Afrique du Sud a décidé de n'annoncer les résultats que plus de dix jours après.

Rien d'étonnant alors que la DTA (Alliance Démocratique de la Turnhalle) parti lié à l'Afrique du Sud ait totalisé plus de 80 % des voix. L'Afrique du Sud se servira des résultats de ces élections bidon, pour tenter de convaincre ses compères impérialistes qu'elle tient la situation bien en main, et qu'il n'y a pas lieu de lui enlever le contrôle de sa colonie namibienne. Mais elle aura infiniment plus de difficultés à convaincre les namibiens eux-mêmes.

Ce que l'Afrique du Sud n'a pas réussi à imposer par les armes, elle ne les imposera pas par les urnes.

\*\* \*\* \*

\*\* \*\* \*

\*\* \*\* \*

# ANGOLA : Neto élimine un rival possible

Le 11 décembre 1978, le Comité Central du MPLA réuni en session extraordinaire, annonçait la destitution de Lopo Do Nascimento de son poste de premier ministre et de membre du bureau politique. Par la même occasion, on apprenait la démission de Carlos Rocha, membre du bureau politique et ministre du plan.

Le président Agostinho Neto en personne se charge de donner des explications... Il dit par exemple "le Comité Central ne doit permettre à aucun moment que quelqu'un nous divise..." il ajoute même "la structure gouvernementale était trop compliquée et trop lourde. Le chef de l'Etat pourra contacter directement les ministres à tous les niveaux sans avoir besoin d'intermédiaires". On ne peut être plus clair.

En fait Neto, en supprimant les postes en question, concentre dans ses mains tous les pouvoirs. En même temps, il élimine des concurrents dangereux. Car Lopo Do Nascimento est parmi les plus anciens dirigeants du MPLA. Arrêté pour la première fois en 1959 pendant la colonisation portugaise, puis libéré, il passe cinq ans en prison de 1963 à 1968. On le retrouve en 1974 responsable de la propagande et de l'information sur le Front Nord, puis secrétaire du bureau politique du MPLA. Depuis l'indépendance, il était premier ministre, c'est-à-dire qu'il partageait le pouvoir avec Neto président.

Que s'est-il donc passé entre les deux hommes ? Personne ne peut le dire. Un conflit a pu naître entre eux, provoquant des remous au sein de l'appareil dirigeant. Les déclarations de Neto le laissent supposer. Les crabes de la politique s'entredéchirent. Agostinho Neto ne veut pas courrir le risque de voir émerger un rival susceptible de lui disputer le pouvoir. Pour exercer tout seul le pouvoir, sans rival possible, il élimine. Cela a été d'abord Nito Alves. Aujourd'hui, c'est au tour de Lopo Do Nascimento et Carlos Rocha de faire les frais d'une politique qu'ils ont eux-mêmes pratiquée.

Les dirigeants de l'Angola bénéficient sans doute d'un certain consensus populaire en raison du rôle qu'ils ont joué pendant la lutte contre le colonialisme portugais. Mais représentants de l'Etat national bourgeois, ils ont une profonde méfiance, une méfiance de classe envers les classes exploitées angolaises. Les dirigeants du MPLA ne peuvent pas tolérer qu'il y ait la moindre démocratie. C'est par des moyens dictatoriaux qu'ils dirigent l'Angola, et même en leur sein, le fonctionnement démocratique est impossible.

La seule manière pour ces dirigeants de régler leurs conflits, puisque tout se passe au niveau d'un cercle de dignitaires, c'est soit le coup d'Etat, soit la mise à l'écart de ceux qui gênent./.

# COTE D'IVOIRE QUAND HOUPHOUËT SE VEUT DEMOCRATE

Depuis la fin novembre jusqu'au 6 décembre, de nombreux tracts ont circulé en Côte d'Ivoire, aussi bien à Abidjan que dans certaines villes telles que Abengourou, Bouaké, etc... Ces tracts dénonçaient la politique gouvernementale et le régime d'Houphouët. Il semble qu'actuellement l'affaire prenne des proportions considérables, puisque Houphouët a éprouvé le besoin le 12 décembre, d'accorder une interview à son journal "Fraternité Matin" pour s'expliquer sur ces "fameux tracts".

Selon Houphouët Boigny, ceux qui écrivent des tracts seraient des "lâches qui s'abritent derrière l'anonimat dans le pays du dialogue où n'importe quel citoyen peut publiquement apporter des critiques dans la plus totale impunité". Houphouët ajoute : "beaucoup de frères ne s'en sont pas privés. Ils n'ont jamais été inquiétés".

Quelle hypocrisie et quel mensonge grossier ! Rappelons simplement que le parti de Houphouët, le PDCI-RDA est le seul parti autorisé, et que le directeur de Fraternité Matin, le quotidien unique ivoirien est nommé par Houphouët et est membre du bureau politique. Toute activité est soumise à la censure. C'est à se demander par quels moyens "n'importe quel citoyen" pourrait critiquer.

La liste de ceux qui été réprimés pour avoir osé critiquer le régime est longue. C'est ainsi qu'en 1969, l'UNEECI, association des étudiants, a été dissoute pour avoir osé critiquer le régime. En 1971, des lycéens, des étudiants, des enseignants, se retrouvaient dans les camps militaires d'Akouédo et Séguéla pour avoir dit ce qu'ils pensaient du régime d'Houphouët. En 1977, c'est par la répression barbare que Houphouët a répondu au mécontentement des paysans de l'ouest en faisant intervenir l'armée française. De la même manière, il a fait charger l'armée contre les chauffeurs de la SOTRA ( compagnie d'autobus ) en grève en 1977.

Houphouët a d'ailleurs la mémoire bien courte. Depuis le 21 Août dernier, des tracts et des inscriptions sur les murs d'Abidjan appelaient la population à refuser les augmentations abusives de prix que voulait imposer le régime. Immédiatement, l'appareil répressif d'Houphouët était mis en marche et une centaine de personnes ont été arrêtées.

Cette conférence de presse aura au moins montré une chose : le régime Houphouët a érigé le cynisme et le mensonge en système de gouvernement.

# MADAGASCAR

## L'AKFM OU COMMENT OBTENIR DES POSTES BIEN PAYES

Du 17 au 19 Novembre dernier s'est tenu à Antananarivo, le congrès de la 20<sup>e</sup> année d'existence de l'AKFM (Parti du Congrès de Madagascar). Plus de 1000 personnes ont été rassemblées.

Il a beaucoup été question de "socialisme scientifique", de "lutte contre l'impérialisme", de "l'émancipation du peuple" . . . etc. Et comme Ratsiraka parle le même langage, le congrès a été une confirmation du soutien total de l'AKFM au gouvernement.

L'AKFM a été fondé en 1958 par un certain nombre de personnalités qui se sont distinguées dans la lutte contre la présence coloniale française. Gisèle Rabesahala, une des dirigeantes actuelles de l'AKFM et ministre du gouvernement Ratsiraka, était connue pour son appartenance au Parti Communiste Français. Ce parti s'est taillé une popularité en pronant le "non" au référendum de De Gaulle en 1958.

L'AKFM a également une influence chez les travailleurs par l'intermédiaire du syndicat qu'il contrôle (la FISEMA).

De 1960 à 1970 l'AKFM était considéré comme un parti d'opposition à gauche. Cela lui a donné une assise à Antananarivo et à Antsirabe. Son journal satirique "Hehy" est très lu parmi les ouvriers et les petits commerçants.

Mais pendant toute cette période, le pasteur Richard Andriamanjato, président de l'AKFM, affirmait être "d'accord à 80% avec le régime pourri de Tsiranana. En 1971, il demandait au Président de faire intervenir l'armée contre les paysans du sud qui se sont révoltés contre les abus de l'administration.

En 1973 il réclamait des mesures de répression contre les jeunes qui manifestaient à Antananarivo contre les accords de coopération avec la France. Depuis, son audience a diminuée parmi les ouvriers et la jeunesse.

L'AKFM, malgré son étiquette socialiste, a toujours été financé et dominé par la bourgeoisie et la haute société tananariviennes (des grandes familles nobles aux pasteurs protestants des plus grands temples).

Aujourd'hui, les dirigeants de l'AKFM ayant eu leur part de synécures (il y a plusieurs ministres, des "conseillers suprêmes de la Révolution" et plusieurs hauts fonctionnaires AKFM), ne ratent pas occasion pour chanter les louanges de Ratsiraka.

Ils cherchent à endormir la population laborieuse par les discours sur la "lutte d'émancipation" . . . du moment que leurs privilèges sont assurés.

FRANCE

# semaine de dialogue une démagogie de plus !

Il y a quelques semaines, le gouvernement français a organisé une semaine de dialogue. Selon Stoléru, ministre chargé des travailleurs immigrés, le but de cette semaine de dialogue était de rétablir des rapports plus humains entre les travailleurs français et immigrés. Mais dans la même semaine que le ministre fait des discours démagogiques à la télévision et à la radio sur les travailleurs immigrés, ses policiers faisaient irruption à 5h du matin dans un foyer de travailleurs immigrés de la SONA-COTRA à Bagnolet, en grève de loyers, pour contrôler les cartes de séjour et intimider les travailleurs en lutte. Et ce n'est pas un cas isolé. C'est quotidiennement que les travailleurs émigrés sont humiliés par les policiers racistes, dans le métro, dans les rues. Et combien de fois des policiers se permettent de se livrer à des brutalités, pour rien, stupidement, par racisme ?

Oh, sans doute tant mieux si pour une fois le gouvernement consacre quelques heures d'antenne à parler des problèmes des travailleurs émigrés. Mais il est infiniment plus facile pour le gouvernement de faire pendant une semaine, quelques émissions, que de rappeler à l'ordre ses propres fonctionnaires racistes de la police. Alors le gouvernement essaie de se faire passer pour libéral à bon compte. Mais il ne veut ni ne peut réellement combattre le racisme et la xénophobie.

Le racisme, c'est vraiment le signe que la société n'est pas sortie de la barbarie. Les pays impérialistes développés, qui prétendent être à la pointe de la civilisation moderne, non seulement ne l'ont pas fait disparaître, mais l'ont parfois au contraire attisé. La bourgeoisie dominante s'accommode des aspects les plus rétrogrades, les plus abjects de la société, quand elle ne s'appuie pas franchement dessus pour se maintenir au pouvoir.

Pour faire disparaître tous les aspects barbares, rétrogrades de la société humaine, il faut des profonds bouleversements sociaux. Ces bouleversements ne peuvent pas être le fait d'une bourgeoisie trop conservatrice par intérêt, par instinct de classe. Il faut renverser la bourgeoisie, partout à l'échelle du monde, supprimer l'inégalité par la fortune. Alors, on pourra s'engager sur une voie qui fera disparaître toutes les inégalités, et créer réellement une société où l'idée même que l'on puisse établir des signes d'inégalité entre hommes et femmes, en fonction de leur origine, de la couleur de leur peau, de leurs yeux ou de leurs cheveux, apparaîtra comme l'indice de l'incommensurable stupidité d'une société barbare./.

0 0 0 0 0 0 0 0

# CHINE dans les bras de l'impérialisme

La Chine vient de rétablir les relations diplomatiques d'une manière spectaculaire avec les USA ; c'est-à-dire avec la principale puissance de ce monde capitaliste. C'est ce même impérialisme qui avait soutenu Tchang Kai Tcheck en armes et en hommes contre Mao et ses partisans.

Pour nous, le fait qu'aujourd'hui les dirigeants chinois soient tombés dans les bras de l'impérialisme occidental, plus particulièrement celui des USA et du Japon, n'est pas chose étonnante. En 1949, la rupture des relations entre la Chine et les USA était le fait de l'impérialisme et non pas de Mao. C'est contraint et forcé que ce dernier s'est tourné vers l'URSS. Le processus de réconciliation avait déjà commencé à se concrétiser par le voyage de Nixon en 1972 en Chine.

Depuis cette date, la politique extérieure de la Chine s'est progressivement alignée sur celle des États Unis. Elle a soutenu quelques uns des régimes les plus réactionnaires et les plus dictatoriaux, y compris contre leurs peuples.

On se souvient encore du récent et spectaculaire geste de solidarité que Hua Kuo-Feng a fait en direction du Chah d'Iran, en allant lui rendre visite au moment même où le trône du Chah commençait à être ébranlé par la révolte populaire. Et ce n'était pas un cas d'espèce. En Afrique, la Chine a pris le parti de Mobutu au Zaïre, elle a justifié l'intervention française au Tchad. En Amérique latine, elle a apporté sa caution à quelques unes des dictatures les plus sanglantes : à Pinochet au Chili, à Videla en Argentine.

Le fait que la Chine soutienne des régimes réactionnaires contre leurs peuples, montre que malgré l'étiquette communiste de Mao et de ses successeurs Hua Kuo-Feng ou Teng Hsiao Ping, ces gens-là n'ont non seulement jamais été communistes, mais qu'ils se soucient comme d'une guigne du sort des peuples, du moment qu'ils estiment de leur intérêt national de traiter avec les dictateurs en place.

La Chine a sans doute besoin de commercer avec des pays économiquement avancés. Grâce au mouvement d'émancipation qui avait naguère porté au pouvoir Mao, elle a aujourd'hui un Etat qui est totalement indépendant de l'impérialisme sur le plan politique. Cela permet à la Chine de négocier dans de meilleures conditions avec l'impérialisme que ne le pouvait en son temps le régime fantôme de Tchang Kaï-chek. Mais sur le plan économique, c'est l'impérialisme qui détient les cartes, c'est la Chine qui apparaît comme demandeur. Aussi puissant que puisse être l'Etat chinois, il ne peut pas modifier les données d'un monde dominé par l'impérialisme. Dans le cadre national les pays sous-développés, fussent-ils grands, n'ont d'autre choix qu'entre vivre en autarcie, avec ce que cela comporte de problèmes ou renouer avec l'impérialisme en se faisant exploiter inévitablement. C'est cette expérience que les nationalistes chinois viennent de démontrer en retombant dans les bras de leurs amis de classe: la bourgeoisie américaine et japonaise qu'ils considéraient hier comme leur pire ennemie./.

# CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animisme ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accomodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.